



## Edito

L'année 2009 doit être l'occasion d'une présence accrue du Parti socialiste sur tous les grands sujets. Comme Secrétaire national aux relations internationales et à l'Europe du Parti socialiste, je souhaite associer et informer largement toutes celles et tous ceux qui, au PS et au-delà, sont soucieux des analyses et des contacts européens et internationaux du PS. Aussi reprenons-nous - sur support électronique exclusivement - les Nouvelles internationales que le secrétariat international du PS publiait naguère. Elles vous parviendront désormais régulièrement. N'hésitez pas à les diffuser autour de vous et à nous faire part de vos suggestions et de vos remarques.

Amitiés socialistes,

**Jean-Christophe Cambadélis**, secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales

## Situation dans la Bande de Gaza : Notre analyse et notre position

### *Aux origines du conflit actuel.*

La bande de Gaza a connu en mars 2008, une situation semblable à aujourd'hui : aux tirs de roquettes du Hamas, Israël a riposté en intervenant massivement à Gaza (100 morts) et en renforçant le blocus économique et les assassinats ciblés. Finalement, les deux parties ont conclu, par l'intermédiaire de l'Egypte, une trêve de six mois, en juin 2008. Le 18 décembre, le Hamas, malgré la demande pressante de l'Egypte et de l'Autorité palestinienne, n'a pas reconduit cette trêve et a lancé des roquettes sur des localités israéliennes qui a fait un mort civil.

Pourquoi le Hamas a pris une décision aussi « suicidaire » alors qu'il savait qu'Israël préparait son intervention depuis six mois, selon le quotidien *Haaretz* ? En fait, pendant la trêve, le blocus économique de Gaza a continué créant une situation humanitaire dramatique dénoncée comme telle par l'ONU et par les organisations humanitaires. Pendant ce temps, le processus de paix restait toujours au point mort. Aucune tentative réelle n'est venu relancer des négociations sérieuses. Les Etats-Unis, la seule puissance qui aurait pu débloquent l'impasse entre les deux parties, se sont désintéressés et l'initiative du Président Bush qui a décidé vers la fin de son mandat d'organiser une réunion de paix à Annapolis (novembre 2007) ressemblait plutôt à une farce. Sans rien proposer de concret, il a promis la création d'un Etat palestinien et la fin du conflit entre Israël et la Palestine avant la fin de 2008, alors que sur le terrain la colonisation continuait.

Dans cette situation, et en l'absence de signe d'assouplissement de la communauté internationale et d'Israël, malgré l'émotion créée par la situation des Gazaouis, d'une part, et par la montée des groupes extrémistes jihadistes à Gaza, d'autre part, le Hamas ne pouvait gérer plus longtemps la situation humanitaire dont Gaza faisait face. Il a choisi l'épreuve de force avec Israël, non pas parce qu'il pouvait peser militairement face à Israël mais, parce qu'il est conscient de son audience auprès des Palestiniens,

y compris de plus en plus en Cisjordanie, en Egypte, en Jordanie. Abandonné et isolé, le Hamas aurait choisi de devenir « le symbole de la résistance et le martyr du peuple palestinien ». Israël est conscient qu'un Hamas, chassé du pouvoir et poussé à la clandestinité, pas seulement en Palestine mais aussi en Egypte où il a des affinités idéologiques avec le mouvement des Frères musulmans, pourrait être à long terme plus dangereux pour Israël. D'où l'insistance de Ehud Barak et Ehud Olmert qui affirment, contrairement à Benyamin Netanyahu et Tipzi Livni, que leur objectif n'est pas de chasser le Hamas.

Deux autres circonstances ont motivé la décision d'Israël de lancer son offensive sur Gaza. D'abord, restaurer le crédit de l'armée après la guerre du Liban contre le Hezbollah, traumatisante pour l'armée et pour la société israélienne. Même si le conflit israélo-palestinien n'a jamais été une priorité des « premiers mois » de Barak Obama, Israël semble exploiter la période de transition aux Etats-Unis pour « encadrer » la nouvelle administration en modifiant les données au Proche-Orient avant la passation du pouvoir à Washington. L'une des conséquences de la guerre au Liban a été l'accélération de l'idée d'une « solution armée » comme réponse pour finir vite le conflit. Même le parti travailliste n'hésite plus désormais à gouverner avec des coalitions hétéroclites. La guerre contre le Hamas, soutenue massivement par l'opinion publique pourrait renverser la tendance actuelle et empêcher Benyamin Netanyahu de gagner les prochaines élections prévues dans un mois.

### *La position du Parti socialiste*

Les tirs de roquettes sur Israël sont condamnables. Israël a le droit de protéger ses citoyens. Cependant, l'usage excessif de la force par Israël est également condamnable. Il est illégitime au regard du droit international. Les forces militaires engagées sont disproportionnées par rapport à l'objectif annoncé (fin des tirs des roquettes), Le Parti socialiste a toujours estimé que l'objectif d'une paix durable ne pouvait être réalisé que par un Etat Palestinien viable et la préservation de la sécurité d'Israël. Il n'y a pas de solution militaire, seule la solution politique peut permettre de réaliser cet objectif.

Cependant, nous ne devons pas limiter notre position à une simple condamnation. Que pouvons-nous dire et puis faire ?

### **1 – D’abord proposer un plan en quatre points pour œuvrer à une désescalade.**

- Nous pouvons agir pour que les combats cessent immédiatement. Nous soutenons à ce titre toutes les initiatives (l’ONU, l’Union européenne, la Ligue arabe ...) Pour qu’une trêve immédiate s’instaure entre les deux parties.

- Cette guerre est meurtrière et destructrice. La population de Gaza déjà sous l’embargo économique vit dans la peur, la souffrance et il manque tout à Gaza. La mise en place d’un corridor humanitaire devrait être l’une des priorités de la communauté internationale pour leur venir en aide.

- Les troupes israéliennes doivent se retirer immédiatement de la bande de Gaza et les tirs de roquettes doivent cesser également.

- Nous demandons l’envoi rapide d’une force internationale pour protéger la population palestinienne et assurer que les tirs de roquettes cessent sur Israël.

### **2 – Ensuite relancer le processus de paix.**

Au-delà de l’émotion et une fois la désescalade assurée, il faut relancer le processus de paix entre les Israéliens et les Palestiniens pour trouver enfin une solution pour un conflit qui a duré trop longtemps. Le Parti socialiste peut prendre des initiatives dans ce sens car les relations historiques d’amitié et de fraternité le lie aussi bien avec le peuple palestinien qu’avec le peuple israélien.

Rappelons notre position, depuis l’intervention de François Mitterrand à la tribune de la Knesset, en 1982. Cette position est basée sur l’affirmation d’une réalité fondamentale : il n’y a pas d’autre solution au Proche-Orient qu’une paix juste et durable sur la base d’une double exigence, le droit de l’Etat d’Israël à l’existence et à la sécurité et le droit des Palestiniens à un véritable Etat viable dans lequel ils pourront mener une vie digne, et garantir pour Israël comme pour la Palestine l’assurance de vivre en sécurité à l’intérieur de frontières reconnues internationalement.

Cette vision de la paix a pour fondements la légalité internationale construite par l’ensemble des résolutions des Nations-Unies, notamment la résolution 1397 qui reconnaît clairement l’existence d’un Etat palestinien à côté de l’Etat israélien et la résolution 1402 qui exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés. Cet objectif ne peut être atteint que par des négociations de paix entre les deux parties. C’est pourquoi, nous avons en son temps soutenu fermement les accords d’Oslo et les termes de référence acceptés lors de la Conférence de Madrid, qui avait permis en 1992 de lancer un premier processus de paix et bien sûr les engagements déjà souscrits par les parties.

Lors de la rencontre de Taba, en janvier 2001, en pré-

sence de l’Union Européenne, les deux parties ont très précisément esquissé les termes de la résolution des questions aussi difficiles que le retour des réfugiés palestiniens, la délimitation des frontières, la question des colonies, le statut de Jérusalem, future capitale des deux Etats et la question des réfugiés. Par la suite, des personnalités israéliennes et palestiniennes de bonne volonté ont élaboré à Genève une proposition de plan, qui a reçu le plein soutien du Parti socialiste, sans oublier le volet économique précisé par des économistes arabes et israéliens soutenus par leurs collègues français. Nous n’oublions pas non plus que les pays arabes ont eux aussi proposé, en 2002, réaffirmé en 2008, un plan de paix globale, connu sous le nom de Plan Abdallah, dont l’esprit va dans le même sens, et qui assurerait à l’Etat israélien la reconnaissance formelle de l’ensemble des pays arabes en cas d’établissement d’un Etat palestinien dans les frontières de la « ligne verte » de 1967.

Nous connaissons donc tous les contours d’une véritable paix non seulement entre Israël et la Palestine mais entre Israël et ses voisins.

On ne peut chercher à conclure la paix et rejeter à chaque fois qu’un interlocuteur se présente. Tel a été le cas de Yasser Arafat rejeté comme interlocuteur par Ariel Sharon, C’est aussi le cas de Mahmoud Abbas. Israël a tout fait pour l’affaiblir lorsqu’il a été élu président de l’Autorité palestinienne en 2005. Son affaiblissement est à l’origine de la victoire du Hamas aux élections législatives en janvier 2006. Voilà pourquoi il n’y aura pas de plan de paix valable et durable sans le dialogue avec tous les acteurs de la région. Encore faut-il que chacun le souhaite et ne fixe pas en préliminaire la destruction de l’autre comme préalable à la paix.

En même temps, force est de constater que les points d’appui pour la paix sont dégradés depuis une décennie. C’est pour cela qu’il est nécessaire d’internationaliser le processus de paix comme le dit la *Süddeutsche Zeitung* « Au Proche Orient la force compte et ceux qui travaillent les uns contre les autres s’affaiblissent ». Voilà pourquoi le cavalier seul de Nicolas Sarkozy ne pouvait être productif. Voilà pourquoi la clé ne se situe pas seulement dans les capitales Arabes, à Tel Aviv ou à Gaza mais à Washington et aux Nations Unies.

Le Parti socialiste souligne combien il est important pour l’avenir du Proche-Orient que les Palestiniens retrouvent leur unité et les Israéliens la volonté de paix qui était celle d’Itzhak Rabin.



## COMMUNIQUÉS DE PRESSE

### Communiqué du Bureau national Adopté à l'unanimité le 7 janvier 2009

Le Parti socialiste a toujours poursuivi une politique pour une paix durable au Proche-Orient fondée sur la création d'un État palestinien viable et l'assurance de la sécurité pour l'État d'Israël, deux États qui coexistent et se reconnaissent mutuellement.

C'est au regard de cet objectif que le Parti Socialiste considère qu'il n'existe pas de solution militaire à cette situation mais seulement une solution politique. Il condamne aujourd'hui fermement l'intervention terrestre israélienne en réponse aux tirs de roquettes du Hamas sur le Sud d'Israël qu'il a toujours condamnés.

Aujourd'hui, l'offensive militaire continue et fait des centaines de morts et de blessés dans la population civile à Gaza, qui connaît une situation humanitaire effroyable.

Cette escalade de violence met en danger toute la région, et, au-delà, peut avoir des répercussions jusque dans notre pays.

Le Parti socialiste exige un cessez-le-feu immédiat, un couloir humanitaire, le retrait des troupes israéliennes hors de Gaza, l'arrêt des tirs de roquette sur Israël et l'installation d'une force internationale de protection. Les socialistes demandent au Président de la République et au gouvernement français de porter au Conseil de Sécurité de l'ONU de manière coordonnée avec l'Europe, l'exigence d'une résolution contraignante pour les deux parties sous peine de sanctions.

Le Parti socialiste considère que c'est toute la communauté internationale qui doit se mobiliser pour aider les protagonistes à trouver une solution de paix durable dans la région.

Au-delà, le Parti Socialiste souhaite que l'action diplomatique de la France puisse se développer dans le cadre européen et travailler avec à la nouvelle administration américaine pour trouver ensemble une solution internationale pérenne au Proche-Orient.

Le Parti Socialiste propose une réunion exceptionnelle du Parti socialiste européen (PSE) pour aboutir à une position commune des socialistes dans toute l'Europe.

### Communiqué de Martine Aubry - Gaza Le 4 janvier 2009

Martine Aubry, au nom du Parti Socialiste, condamne l'intrusion terrestre à Gaza de l'armée israélienne et s'inquiète des conséquences dramatiques sur les populations.

Le Parti Socialiste demande à nouveau un cessez-le-feu immédiat. Il regrette l'opposition de l'administration Bush à la prise de position de l'ONU et demande la plus grande fermeté à tous ceux, dont la France, qui s'engagent à juste titre pour obtenir un cessez-le-feu.

## RENCONTRES ET DÉCLARATIONS

**Rencontre avec le PASOK.** Le 16 décembre 2008, Le PS a reçu une délégation du PASOK pour évoquer la situation en Grèce à la suite des émeutes qui ont agité le pays.

**L'IS et le Proche-Orient.** Fin décembre, il y a eu des échanges de courrier entre Jean-Christophe Cambadélis au nom de Martine Aubry et Georges Papandreou, président de l'Internationale socialiste (IS) au sujet de la crise au Proche-Orient. Le Président de l'IS est en contact permanent avec tous les partis frères de la région.

**Rencontre avec le Polo democratico.** Mauricio Trujillo Uribe a été reçu le 5 janvier au siège du PS par Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Jacques Kourliandsky pour évoquer la situation politique en Colombie.

**Bangladesh.** Le PS salue la victoire aux législatives de la ligue Awami (centre-gauche) de l'ancienne Première ministre Sheikh Hasina Wajed.

**Ghana.** Le PS salue la victoire de John Atta-Mills à la présidentielle au Ghana. Cette victoire et celle de notre parti frère, le National democratic congress (NDC) a été remarquée par l'ensemble de la communauté internationale pour le caractère pacifique et démocratique de tout le processus électoral.

## INFORMATIONS PRATIQUES

Dans le but de la mise à jour de nos fichiers, nous voudrions avoir les noms et les coordonnées des camarades en charge des questions internationales et européennes dans chaque fédération. Ces informations doivent être adressées à [interps@parti-socialiste.fr](mailto:interps@parti-socialiste.fr)